

POLITIQUE

Immigration : un rapport gênant

Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les migrations s'invite dans la campagne présidentielle et révèle que la situation à Calais coûte 120 millions d'euros par an à la France. Ses propositions et les critiques de la politique actuelle embarrassent la majorité.

L'immigration est l'un des thèmes qui dominent la pré-campagne présidentielle. Les candidats à l'investiture LR y ont consacré 101 minutes sur 173 avec la sécurité pendant leur deuxième débat dimanche et les déclarations fracassantes d'Eric Zemmour hystérisent le débat politique.

Les migrants ne sont pourtant pas la première préoccupation des Français quand on les interroge sur le thème principal qui influencera leur choix en 2022. Le pouvoir d'achat (23 %) arrive loin devant l'environnement (11 %), la sécurité (10 %) et l'immigration (9 %), selon un sondage Elabe du 20 octobre.

Le sujet de l'immigration divise la majorité, comme le montre un rapport parlementaire publié ce mardi. La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les migrations critique l'action du gouvernement, notamment à Calais. Cette commission où siègent 17 députés de la majorité fait plusieurs recommandations pour améliorer les conditions de vie et l'accès au droit des migrants, à commencer par ceux qui obtiennent un titre de séjour.

Un Haut-commissaire à l'immigration ?

Le rapport propose une gouvernance interministérielle de la politique migratoire, actuellement gérée presque exclusivement par le ministère de l'Intérieur, en créant un poste de Haut-commissaire à l'immigration rattaché au Premier ministre. « Il faut une gestion plus apaisée et cesser de regarder ce sujet uniquement par le prisme de la sécurité », explique la députée LREM Sonia Krimi, rapporteure de la commission et figure de l'aile gauche de la majorité. Le ministre



Le rapport des députés demande la fin de la « politique coûteuse et délétère » qui vise à empêcher les points de fixation à Calais et dans les environs. Photo Denis CHARLET/Archives AFP

de l'Intérieur, Gérard Darmanin, s'est vivement opposé à cette proposition lors des questions au gouvernement ce mardi. « Gérard Darmanin m'a dit qu'il n'était pas fermé à travailler avec nous. Il présentera des directives sur l'immigration en février 2022 au conseil des ministres. J'espère qu'il retiendra certaines de nos propositions », commente Sonia Krimi, qui s'adresse aussi au probable futur candidat Emmanuel Macron. « S'il est réélu, l'immigration doit être la troisième ou quatrième loi portée par la nouvelle majorité ».

Calais aussi cher qu'un an d'intégration des réfugiés

Le rapport sur les migrations constate l'échec de la politique conduite à Calais et son coût astronomique, estimé à 120 millions d'euros pour l'année 2020, une fois déduits les 40 millions d'euros payés par le Royaume-Uni en contrepartie de la gestion de la frontière britannique sur le sol français.

« 120 millions d'euros, c'est le coût net supporté par la France du fait de la présence de migrants à Calais et sur le littoral », observent les députés. « C'est une fois et demie le budget annuel de l'Office français de protection des réfugiés

et apatrides (Ofpra) ou encore un an de dépenses publiques en faveur de l'intégration professionnelle des réfugiés ! », s'indigne le rapport qui dénonce les effets délétères de la politique « zéro point de fixation » sur les conditions de vie des migrants et leur santé mentale.

« Une maltraitance d'État »

Le député centriste Sébastien Nadot, président de la commission d'enquête, avait fustigé la semaine dernière « une maltraitance d'État » mais ses propos n'ont pas été repris dans le rapport qui appelle cependant à « mettre fin à la traque des migrants » à Calais. Sonia Krimi reprend à son compte la recommandation de la Commission nationale consultative des droits de l'homme qui suggère d'implanter des petites unités de vie le long du littoral pour offrir un lieu sécurisé et un temps de répit aux migrants en route vers l'Angleterre.

Judi dernier, 1185 migrants sont arrivés en une seule journée sur les côtes anglaises après avoir traversé la Manche sur de frêles embarcations. La situation à Calais attise les tensions entre Paris et Londres qui se rejettent la responsabilité de la crise.

LUC CHAILLOT

ET AUSSI

■ Un campement d'un millier de personnes évacué

Un important campement d'environ un millier de migrants a été évacué sans heurts mardi à Grande-Synthe (Nord), après plusieurs jours de fortes tensions. L'évacuation s'est achevée en début d'après-midi : 663 migrants ont été « mis à l'abri » et 35 passeurs présumés interpellés, selon un communiqué de la préfecture du Nord. D'autres sont partis, qui auront leur droit de séjour examiné ou recevront un traitement judiciaire. L'opération a été menée à un moment de tensions entre Paris et Londres mais selon le ministère de l'Intérieur, elle était prévue, indépendamment de la visioconférence lundi soir entre Gérard Darmanin et son homologue britannique Priti Patel.

Deux Mulhousiens au 38e jour de leur grève de la faim

Alors que ce mardi 16 novembre, les forces de l'ordre ont commencé le démantèlement d'un camp de quelque 1 000 migrants à Grande-Synthe, les militants d'origine mulhousienne Anaïs Vogel et Ludovic Holbein poursuivent leur grève de la faim dans l'église Saint-Pierre à Calais.



Anaïs Vogel et Ludovic Holbein veulent poursuivre leur grève de la faim. Photo Luc Georges

Les revendications des deux grévistes de la faim Anaïs Vogel et Luc Holbein sont toujours les mêmes : « la fin des expulsions des personnes exilées pendant la trêve hivernale, la fin de la dégradation et de la confiscation de leurs effets personnels, l'ouverture d'un dialogue entre autorités et associations pour que celles-ci puissent distribuer des biens de première nécessité sur les lieux de vie des personnes exilées ».

Épuisés mais toujours combattifs

Le Mulhousien Luc Georges, auteur du livre *Calais recto verso*, était de passage la semaine dernière à Calais pour une rencontre autour de son ouvrage. « J'ai contacté Anaïs Vogel et Luc Holbein, je suis allé les voir. Ils sont installés dans une petite pièce latérale à l'intérieur de l'église. » Luc Georges témoigne : « C'était assez impressionnant. Ils étaient là, tous les deux, allongés sur un lit, la fatigue se lit sur leur visage. Ils sont épuisés. Le défilé constant de journalistes et de personnes qui viennent les soutenir est une épreuve, mais c'est aussi ce qui les aide à tenir. Ils m'ont dit : "Nous sommes devenus des héros, l'honneur de la France." » Luc Georges a été bouleversé par cette rencontre. « Ils ont décidé d'aller jusqu'au bout, tant que leurs revendications ne seraient pas entendues. Ils ont un seul but : qu'on trouve une solution pérenne pour les migrants. C'était très émouvant de les voir. » La lettre ouverte des deux grévistes de la faim adressée le 4 novembre dernier à Emmanuel Macron « pour le respect de la dignité des personnes exilées » est restée sans réponse. Le 9 novembre, au 30e jour de grève de la faim, Anaïs Vogel et Luc Holbein n'en avaient pas davantage.

FRÉDÉRIQUE MEICHLER

TERRORISME

Bernard Cazeneuve au procès du 13-Novembre

Il vient témoigner une semaine pile après François Hollande. Le ministre de l'Intérieur en fonction au moment des attentats du Bataclan, du Stade de France et des terrasses parisiennes, Bernard Cazeneuve, est attendu mercredi au procès des vingt hommes jugés pour ces attaques qui ont fait 131 morts.

Mercredi dernier, l'ancien président de la République (2012-2017) François Hollande a défendu l'intervention de l'armée française en Irak et en Syrie, assurant avoir donné comme « consigne » de ne pas faire de victime collatérale civile. François Hollande a également indiqué que les attentats du 13-Novembre avaient été préparés bien avant les premières frappes en Sy-

rie, ces dernières visant les camps d'entraînement de Daech. Les questions qui seront posées à Bernard Cazeneuve seront sans doute moins orientées vers les aspects militaires et diplomatiques, et davantage sur l'état de la menace terroriste, les moyens mis en œuvre pour la freiner avant le 13 novembre 2015, et les mesures prises dans la foulée des attaques.

Dans une interview qu'il nous avait accordée avant le début du procès, Bernard Cazeneuve disait qu'il n'aurait « pas de messages à transmettre » à l'audience, « seulement une exigence de vérité et de précision en réponse aux questions que la cour me posera. »

Aurélien POIVRET

EN BREF

FAIT DIVERS
Cédric Jubillar plaide pour sa remise en liberté

« Je suis innocent », a lancé mardi Cédric Jubillar aux magistrats devant statuer sur sa demande de remise en liberté, cinq mois après avoir été écroué, soupçonné du meurtre de sa femme, Delphine. L'audience devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Toulouse s'est déroulée à huis clos, à la demande du parquet général, contre l'avis des avocats de la défense. Une fois de plus, la défense a plaidé pour la remise en liberté du mari de l'infamie disparue dans la nuit du 15 au 16 décembre 2020. L'avocate générale Chantal Firmigier-Michel a pour sa part requis le maintien en détention. La décision de la chambre de l'instruction a été mise en délibéré au 22 novembre.

JUSTICE
Zemmour jugé pour ses propos sur les migrants

« Voleurs, assassins, violeurs » : le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles pour 2022 mais ne s'est encore pas déclaré candidat, sera jugé ce mercredi pour ses propos sur les mineurs isolés. « Pour la sérénité des débats » et éviter de transformer le tribunal correctionnel de Paris en « arène politique », le prévenu ne devrait pas être présent à l'audience, a indiqué son avocat, Olivier Pardo. Habitué des sorties controversées, Eric Zemmour est cette fois cité à comparaître par le parquet pour « complicité de provocation à la haine raciale et d'injure raciale » pour des propos tenus sur la chaîne Cnews le 29 septembre 2020.

ÉNERGIE
1,9 milliard d'euros pour les projets d'hydrogène

Emmanuel Macron a annoncé mardi à Béziers (Hérault) que 1,9 milliard d'euros seront consacrés au développement de la filière hydrogène dans le cadre du plan d'investissements France 2030 de 30 milliards. Le développement de l'hydrogène est « une bataille pour l'industrie, pour l'écologie et pour la souveraineté », a déclaré le chef de l'État en visitant l'entreprise Genvia qui développe des électrolyseurs haute température permettant de produire de l'hydrogène à partir de la molécule d'eau (H₂O). La France mise, à travers le récent plan d'investissement France 2030, sur des « technologies d'avenir », dont l'hydrogène fait partie, pour développer son industrie tout en la décarbonant.

RHO05 - V1